Stage en milieu professionnel

Une période de stage d'une durée minimale de douze semaines en milieu professionnel est obligatoire pour le candidat au brevet de technicien supérieur « Métiers de la Mesure ». Le stagiaire peut participer aux activités d'un laboratoire ou d'une entreprise mettant en œuvre des procédures de mesure et/ou de contrôle avec des activités liées à la métrologie.

1. Objectifs du stage en milieu professionnel

La période de stage est un temps de formation par immersion professionnelle visant à :

- découvrir le monde de l'entreprise ou de la recherche, en participant pleinement à ses activités, en observant ses modes d'organisation et en faisant l'expérience des relations humaines en milieu professionnel ;
- mobiliser ou approfondir des compétences techniques et professionnelles acquises ou en cours d'acquisition en formation scolaire ;
- préparer l'insertion professionnelle de l'étudiant dans un environnement propre au BTS « Métiers de la Mesure » ;
- se confronter aux procédures de prévention des risques ou d'amélioration de la sécurité propres au lieu de stage ;
- se familiariser avec la communication en contexte professionnel (s'informer, informer et rendre compte) ;
- développer sa capacité d'analyse d'une situation professionnelle notamment par la rédaction d'un rapport d'activité structuré.

Dans ce cadre, l'étudiant est conduit à appréhender le fonctionnement général de l'entreprise. Il en apprécie l'organisation, les équipements, les ressources humaines ainsi que le contexte normatif et réglementaire dans lequel se situent ses missions. Ses activités contribuent à l'approfondissement des connaissances et au développement de compétences du référentiel d'activités professionnelles en particulier celles qui sont rappelées ci-dessous :

C01 : Adopter des comportements professionnels
C02 et C03 : Communiquer à l'oral, à l'écrit, y compris en anglais
C04 : Prendre en compte la démarche QSSE dans ses activités
C05 : Travailler en équipe, s'impliquer dans un travail collaboratif
C06 : Organiser et planifier une activité en tenant compte des contraintes
C10 : Valider les méthodes, techniques ou équipements et proposer des évolutions
C14 : Utiliser les outils numériques de post traitement des données pour l'analyse
C16 : Gérer le suivi d'instruments de mesure

Au cours de cette période de stage, l'étudiant doit exercer tout ou partie des activités du RAP rappelées ci-dessous :

A4-T1 : S'approprier le principe de fonctionnement des instruments de mesure et de leur chaîne de traçabilité métrologique
A4-T2 : Réaliser ou faire réaliser les nécessaires opérations d'étalonnage / vérification et de surveillance
A4-T3 : Mettre en œuvre un instrument de mesure en respectant la documentation constructeur ou le protocole
A4-T4 : Organiser, réaliser ou faire réaliser la maintenance des équipements de mesure
A4-T5 : Proposer des évolutions (nouvelle solution, optimisation, gestion...) des instruments de mesure existants

A4-T6 : Rendre compte et informer à l'écrit et à l'oral, en français et en anglais
A5-T1 : Organiser et gérer des ressources documentaires
A5-T2 : Communiquer, échanger des informations utiles
A5-T3 : S'approprier et vérifier les informations relatives au projet
A5-T4 : Planifier les étapes du projet
A5-T5 : Assurer le suivi de la réalisation du projet (coûts, délais, qualité)
A5-T6 : Gérer et animer l'équipe projet

2. Organisation du stage en milieu professionnel

2.1. Voie scolaire

2.1.1. Réglementation relative aux stages en milieu professionnel

Le stage en milieu professionnel est obligatoire pour les étudiants relevant d'une préparation présentielle ou à distance.

Les stages, organisés en lien avec les milieux professionnels, sont placés sous le contrôle des autorités académiques dont relève l'étudiant et, le cas échéant, des services du conseiller de coopération et d'action culturelle auprès de l'ambassade de France du pays d'accueil pour un stage à l'étranger.

Chaque période de stage en entreprise fait l'objet d'une convention entre l'établissement fréquenté par l'étudiant et la ou les structure(s) d'accueil. La convention est établie conformément aux dispositions et décrets en vigueur.

Toutefois, cette convention peut être adaptée pour tenir compte des contraintes imposées par la législation du pays d'accueil.

Pendant les stages en entreprise, l'étudiant a obligatoirement la qualité d'étudiant stagiaire et non de salarié.

Chaque convention de stage doit notamment préciser :

- les modalités de couverture en matière d'accident du travail et de responsabilité civile ;
- les objectifs et les modalités de formation (durée, calendrier) ;
- les modalités de suivi du stagiaire par le professeur référent de l'équipe pédagogique.

2.1.2. Mise en place et suivi des stages des étudiants en formation initiale

Le stage s'effectue au sein d'une structure dont les secteurs d'activités sont décrits dans le RAP et la définition du métier de technicien « Métiers de la Mesure ». La recherche des structures d'accueil est assurée par les étudiants. Le choix des entreprises retenues est validé par l'équipe pédagogique et arrêté par le chef d'établissement.

Les stages sont placés sous la responsabilité pédagogique des professeurs assurant les enseignements professionnels, mais l'équipe pédagogique dans son ensemble est responsable de l'explicitation de leurs objectifs, de leurs mises en place, de leurs suivis et de l'exploitation qui en est faite. Elle doit veiller à informer les responsables des entreprises ou des structures d'accueil des objectifs de chaque stage et plus particulièrement des compétences qu'ils visent à développer.

La période du stage en milieu professionnel, dont le positionnement en fin de première année est laissé à l'initiative de chaque établissement, est d'une durée de douze semaines. Les activités à conduire sont conjointement définies par l'enseignant et le stagiaire en accord avec les propositions du tuteur en entreprise et en phase avec les compétences à mobiliser. Ces éléments sont consignés dans l'annexe pédagogique de la convention de stage.

À la fin de la période du stage en milieu professionnel, un certificat de stage est remis au stagiaire par le responsable de l'entreprise ou son représentant, attestant la présence de l'étudiant. Un candidat qui n'aura pas fourni cette pièce ne pourra être admis à se présenter à l'épreuve E6.1 « gestion et mise en œuvre d'instruments en milieu professionnel » (Unité U6.1). Un candidat, qui, pour une raison de force majeure dûment constatée, n'effectue qu'une partie de la durée obligatoire du stage prévue dans la convention, peut

être autorisé par le Recteur à se présenter à l'examen, le jury étant tenu informé de sa situation.

2.1.3. Rapport du stage en milieu professionnel

À l'issue du stage professionnel, les candidats scolaires rédigent, à titre individuel, un rapport de cinquante pages maximum (hors annexes), qui comporte obligatoirement les éléments suivants :

- une présentation de l'entreprise d'accueil, son domaine d'activités, sa structure et ses modes d'organisation ;
- l'analyse, au choix, du contexte juridique de la structure d'accueil et de l'activité professionnelle concernées, ou d'une situation professionnelle impliquant un ou plusieurs documents réglementaires normatifs ou juridiques. Cette analyse repose sur les compétences, méthodologies et savoirs développés dans le cours d'environnement juridique des métiers de la mesure (entre 2 et 4 pages hors documents juridiques annexés).
- la description et l'analyse d'une ou deux activités réalisées durant le stage en lien avec les compétences terminales évaluées. Cette description doit être structurée et permettre d'explicitier les objectifs assignés, les résultats obtenus, les contraintes prises en compte et être accompagnée de commentaires personnels ;
- une conclusion technique et personnelle du stage qui fait ressortir ce que le candidat en retient en liaison avec son projet professionnel.

Le rapport de stage comprend également :

- un résumé en anglais d'une demi-page concernant une activité analysée ;
- un exemple analysé de démarche QSSE dans un domaine de l'entreprise où s'effectue le stage (4 pages maximum) ;

Les annexes peuvent comporter des compléments techniques et/ou juridiques.

Le rapport du stage en milieu professionnel, visé par la structure d'accueil, est transmis selon un calendrier et une procédure définis dans la circulaire d'organisation de l'examen.

2.1.4. Documents pour l'évaluation

Au terme du stage professionnel, les professeurs concernés et le tuteur de l'entreprise d'accueil, déterminent conjointement l'appréciation qui est proposée à l'aide d'une grille d'évaluation élaborée à partir d'une grille nationale. Cette grille d'évaluation et le rapport de stage sont les deux seuls documents qui sont communiqués à la commission d'interrogation de la sous-épreuve E6.1 « gestion et mise en œuvre d'instruments en milieu professionnel » (Unité U6.1).

2.2. Voie de l'apprentissage

Pour les apprentis, les certificats de stage sont remplacés par la photocopie du contrat de travail ou par une attestation de l'employeur confirmant le statut du candidat comme apprenti dans son entreprise.

Les objectifs pédagogiques ainsi que les supports (rapport d'activité et grille d'évaluation) de la sous-épreuve E6.1 « gestion et mise en œuvre d'instruments en milieu professionnel » (Unité U6.1) et les conditions d'évaluation associées sont les mêmes que ceux qui concernent les candidats de la voie scolaire.

2.3. Voie de la formation continue

Les candidats qui se préparent au brevet de technicien supérieur « Métiers de la Mesure » par la voie de la formation continue rédigent un rapport numérique sur leurs activités professionnelles dans le même esprit que le rapport du stage en milieu professionnel des candidats de la voie scolaire et des candidats par apprentissage.

2.3.1. Candidats en situation de première formation ou en situation de reconversion

La durée de stage est de 12 semaines.

L'organisme de formation peut concourir à la recherche de l'entreprise d'accueil. Le stagiaire peut avoir la qualité de salarié d'un autre secteur professionnel.

Lorsque cette préparation s'effectue dans le cadre d'un contrat de travail de type particulier, le stage obligatoire est inclus dans la période de formation dispensée en milieu professionnel si les activités effectuées sont en cohérence avec les exigences du référentiel du brevet de technicien supérieur préparé et conformes aux objectifs définis ci-dessus.

2.3.2. Candidats en situation de perfectionnement

Le certificat de stage peut être remplacé par un ou plusieurs certificats de travail attestant que l'intéressé a travaillé dans le domaine de la métrologie en qualité de salarié à temps plein pendant six mois au cours de l'année précédant l'examen ou à temps partiel pendant un an au cours des deux années précédant l'examen. Les activités effectuées doivent être en cohérence avec les exigences du référentiel du BTS « Métiers de la Mesure ».

Les candidats rédigent un rapport numérique et un dossier sur leurs activités professionnelles dans le même esprit que le rapport du stage en milieu professionnel.

2.4. Candidats en formation à distance

Les candidats relèvent, selon leur statut (scolaire, apprenti, formation continue), de l'un des cas précédents

2.5. Candidats qui se présentent au titre de leur expérience professionnelle

Le certificat de stage peut être remplacé par un ou plusieurs certificats de travail justifiant la nature et la durée de l'emploi occupé.

Ces candidats rédigent un rapport numérique sur leurs activités professionnelles dans le même esprit que le rapport du stage en milieu professionnel.

3. Aménagement de la durée du stage en milieu professionnel

La durée normale du stage en milieu professionnel est de douze semaines. Pour une raison de force majeure dûment constatée ou dans le cadre d'une formation aménagée ou d'une décision de positionnement, la durée de stage peut être réduite, mais ne peut être inférieure à 8 semaines. Toutefois, les candidats qui produisent une dispense (notamment au titre de la validation des acquis de l'expérience) ne sont pas tenus d'effectuer ce stage.

Le recteur est seul autorisé à valider les aménagements de la durée de stage ou les dispenses.

4. Attestation de stage et conformité du rapport d'activités

En fin de stage ou de période d'apprentissage, un certificat attestant de la présence de l'étudiant et précisant les périodes concernées est délivré par le responsable de l'entreprise. Ce certificat est obligatoire pour s'inscrire à l'examen.

Un candidat qui, pour des raisons de force majeure, n'a pu effectuer la totalité de son stage peut néanmoins être autorisé par le recteur à se présenter à l'examen. Le président du jury sera informé de la situation de ce candidat.

Le rapport d'activité réalisé par le candidat est transmis selon une procédure mise en place par l'académie pilote de l'examen et à une date fixée dans la circulaire d'organisation de l'examen. Le contrôle de conformité du rapport est effectué selon des modalités définies par les autorités académiques avant l'interrogation. La constatation de non-conformité du rapport entraîne l'attribution de la mention « non validé » à l'épreuve correspondante. En conséquence, le diplôme ne peut lui être délivré.

La non-conformité du rapport peut être prononcée dès lors qu'une des situations suivantes est constatée :

- absence de dépôt du rapport ;
- dépôt du rapport au-delà de la date fixée par la circulaire d'organisation de l'examen ou de l'autorité organisatrice.
- Dossier non conforme aux attendus définis dans l'annexe IV B intitulée « stage en milieu professionnel »

5. Candidats scolaires ayant échoué à une session antérieure de l'examen

Les candidats ayant échoué à une session antérieure de l'examen ont le choix entre présenter le précédent rapport numérique du stage en milieu professionnel, modifier ce rapport ou en élaborer un autre après avoir effectué à nouveau la période de stage correspondante.

Les candidats apprentis redoublants peuvent présenter à la session suivante :

- soit leur contrat d'apprentissage initial prorogé d'un an ;
- soit un nouveau contrat conclu avec un autre employeur (en application des dispositions de l'article L6222-11 du code du travail).